



HAL
open science

Qui sont les dissidents sociaux-démocrates aujourd'hui ?

Fabien Escalona, Mathieu Vieira

► **To cite this version:**

Fabien Escalona, Mathieu Vieira. Qui sont les dissidents sociaux-démocrates aujourd'hui ? : Les cas allemand et français. Congrès annuel de la Société québécoise de Science politique, May 2011, Montréal, Canada. halshs-00636916

HAL Id: halshs-00636916

<https://shs.hal.science/halshs-00636916>

Submitted on 28 Oct 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Qui sont les dissidents sociaux-démocrates aujourd'hui ?

Les cas allemand et français

Fabien ESCALONA

Institut d'Etudes Politiques de Grenoble (PACTE)

Mathieu VIEIRA

Institut d'Etudes Politiques de Grenoble et Université Libre de Bruxelles (CEVIPOL)

**Communication présentée lors du Congrès de la Société Québécoise de Science
Politique, Montréal, 19-20 mai 2011**

Atelier 23 : Dissidence et opposition

Avec le soutien de l'OFQJ (office franco-québécois pour la jeunesse),
de l'EDSHPT (Université de Grenoble) et de Pacte-PO (IEP de Grenoble)

Introduction

Alors que la famille sociale-démocrate se débat dans une crise identitaire et électorale après les mutations qu'elle a engagées dans les années 1980-1990, une famille politique de nature anticapitaliste se structure au niveau européen. C'est sur cette recomposition de l'espace à gauche de la social-démocratie que nous reviendrons dans une première partie, en mettant en évidence les différentes composantes de la nouvelle famille partisane émergente. A l'intérieur de ce cadre analytique, notre intérêt se focalisera sur un groupe particulier : celui des « dissidents sociaux-démocrates ». En effet, la plupart des membres la famille anticapitaliste sont d'anciens communistes qui ont dû faire face à la fin du projet qui les définissaient, et y ont répondu soit par des mutations profondes, soit par des tentatives de sauvegarde de l'orthodoxie. A l'inverse, les « dissidents » sociaux-démocrates sont quasiment les seuls à *venir* se positionner volontairement sur un créneau anticapitaliste, qui est pourtant loin de rivaliser électoralement avec le créneau social-démocrate. La question de recherche qui nous anime est donc le « pourquoi » de ce mouvement, soit plus précisément l'identification des facteurs qui ont joué dans le passage de la faction interne à la dissidence externe. Selon nous, les résultats obtenus devraient permettre d'approfondir la compréhension de deux phénomènes : d'une part la « reconversion partisane » de la social-démocratie et ses effets, d'autre part la dynamique de structuration de la gauche anticapitaliste et ses aspects idéologiques et stratégiques. Une approche comparée posséderait aussi la vertu de mettre en évidence les facteurs qui conditionnent le degré de réussite du processus de dissidence.

Un préalable à ce travail est néanmoins nécessaire, qui consiste à connaître les dissidents et les formations ou coalitions de partis dans lesquelles ils agissent. Dans ce but, nous nous

intéresserons au cas de *Die Linke* en Allemagne, dont un des promoteurs fut l'ex-leader du SPD Oskar Lafontaine, et à celui du Parti de Gauche (PG) de Jean-Luc Mélenchon (ex-PS), qui joue un rôle moteur dans la coalition du Front de Gauche, qui outre le PG inclut le Parti Communiste français (PCF) et la Gauche unitaire (trostkistes, ex-LCR). Le choix de ces deux formations/coalitions est non seulement dû au fait que l'exemple allemand est le modèle affiché du Parti de Gauche, mais se justifie aussi par le rôle crucial joué par les responsables français et allemands dans l'animation de la gauche anticapitaliste au niveau européen. La deuxième et la troisième partie de cette communication seront donc focalisées sur ces deux cas nationaux : elles traiteront respectivement des étapes historiques ayant scandé le passage de la faction à la dissidence, puis des caractéristiques des formations politiques issues de ces processus. Enfin, nous évoquerons dans la conclusion la suite des travaux à mener, et notamment l'identification des variables susceptibles de renseigner sur les raisons du choix de la dissidence.

1. De la famille communiste à la famille anticapitaliste

1.1 La crise de la famille communiste

Il existe aujourd'hui une littérature abondante sur le déclin du communisme occidental¹ suite à l'effondrement du système soviétique en 1991. En effet, les politistes et les historiens s'accordent pour reconnaître que la période post-1989 est synonyme de crise pour la famille communiste européenne. La crise que traverse le communisme en Europe occidentale ne se résume pas à la seule dimension internationale. La parenthèse de la tentative d'« eurocommunisme »² refermée, la situation électorale et politique des partis communistes (PC) occidentaux se détériore dès la fin des années 1970. Même si l'ampleur et les effets de cette triple crise électorale, identitaire et organisationnelle³ sont en partie tributaires des contextes nationaux, des causes d'ordre structurel et politique ont été plus largement identifiées dans la littérature spécialisée⁴.

Une première série de facteurs structurels explique le déclin des PC occidentaux. Il s'agit ici des mutations sociales et culturelles liées à l'avènement d'une société postindustrielle à partir de la fin des années 1970⁵. Semblable à la « grande transformation »⁶ de la fin du XIXe siècle, cette rupture paradigmatique⁷ ébranle tout d'abord la structure sociale des sociétés occidentales. La tertiarisation de l'économie consacre *de facto* le retrait progressif de la clef

¹ Pour une histoire détaillée du communisme occidental au XXe siècle, voir José Gotovitch, Pascal Delwit, Jean-Michel De Waele, *L'Europe des communistes*, Bruxelles, Editions Complexe, 1992.

² Santiago Carrillo, *Eurocommunism and the State*, London, Lawrence and Wishart, 1977; Richard Kingsley (ed.), *In Search of Eurocommunism*, MacMillan Press, 1981; Olga A. Narkiewicz, *Eurocommunism, 1968-1986. A Select Bibliography*, London, Mansell, 1987.

³ Marc Lazar, « Communism in Western Europe in the 1980s », *Journal of Communist Studies*, 4 (3), 1988, pp. 243-57; David S. Bell, "Introduction" in David S. Bell (ed.), *Western European Communists and the Collapse of Communism*, Oxford, Berg, 1993 ; Martin J. Bull, "The West European Communist Movement: Past, Present and Future", in Martin J. Bull, Paul Heywood (eds.), *West European Communist Parties After the Revolutions of 1989*, New York, St. Martin Press, 1994, pp. 203-222 .

⁴ Pour une synthèse, voir Joan Botella, Luis Ramiro, « The crisis of West European Communist Parties and their Change Trajectories: Communists, Post-Communists, Ex-Communists? », in Joan Botella, Luis Ramiro (eds.), *The Crisis of Communism and Party Change. The Evolution of West European Communist and Post-Communist Parties*, Barcelona, ICPS, 2003.

⁵ Pour une synthèse des mutations inhérentes à la structuration de la société postindustrielle, voir Daniel Cohen, *Trois leçons sur la société post-industrielle*, Paris, Editions du Seuil et La République des Idées, 2006.

⁶ Karl Polanyi, *La Grande Transformation*, Paris, Gallimard, (édition originale en anglais : 1942), 1983.

⁷ Alain Touraine, *Un nouveau paradigme*, Paris, Fayard, 2005.

de voûte autour de laquelle s'est construit le capitalisme du XXe siècle, à savoir l'industrie. Plusieurs auteurs insistent ainsi sur la difficulté des PC occidentaux à saisir la fragmentation de la classe ouvrière et à capter l'électorat issus des nouveaux secteurs économiques⁸. La seconde rupture est une rupture de nature culturelle. La « révolution silencieuse »⁹ chère à Ronald Inglehart remet en question le « holisme industriel » qui prévalait jusqu'alors et marque la primauté de l'individualisme contemporain. La révolution culturelle engagée à partir des années 1970 confirme également la montée en puissance des valeurs « post-matérialistes » au profit des enjeux économiques, autour desquels le discours communiste était articulé¹⁰.

La crise du communisme occidental est d'autre part attribuée à des facteurs politiques et organisationnels, internes à la famille communiste. A l'époque des « catch-all parties »¹¹, Michael Waller et Meindert Fennema¹² ont notamment pointé le caractère mono-classiste de la doctrine communiste comme un premier frein à l'adaptation des PC aux nouvelles tendances sociologiques. Jean Baudouin résume parfaitement le rôle particulier de l'idéologie pour les partis de type communiste : « Si l'idéologie est ici beaucoup plus qu'une simple pièce rapportée, côtoyant plus ou moins pacifiquement le « politique » et le « stratégique » au sein d'un dispositif d'ensemble, c'est qu'elle est inhérente à l'identité communiste ou, pour reprendre l'expression de Claude Lefort, elle est à proprement parler « le mode d'institution prépondérant de l'être communiste »¹³. Après la rigidité doctrinale, le centralisme démocratique constitue un second obstacle au changement organisationnel des PC occidentaux¹⁴.

Dès lors, plusieurs scénarios d'adaptation vont être expérimentés par les différents partis de la famille communiste en Europe occidentale à partir du début des années 1990. Le triple processus de mutation programmatique, organisationnel et stratégique engagé par la famille communiste va exacerber des divisions déjà perceptibles lors de l'intermède eurocommuniste, entre et à l'intérieur des PC occidentaux¹⁵. La dichotomie classique pragmatiques/orthodoxes ne saurait suffire pour retracer les changements ayant affecté cette famille politique depuis trente ans. A ce titre, peut-on encore parler de famille communiste ?

Plusieurs phénomènes nous incitent à nous interroger quant à un possible éclatement de la famille communiste¹⁶, dorénavant rassemblée sous la bannière de l'anticapitalisme¹⁷. D'une

⁸ Michael Waller, Meindert Fennema (eds.), *Communist parties in Western Europe. Decline or Adaptation?*, Oxford, Basil Blackwell, 1988; Michael Waller, "The Radical Sources of the Crisis in West European Communist Parties", *Political Studies*, 37, 1988, pp. 39-61; Martin J. Bull, "The West European Communist Movement in the Late Twentieth Century", *West European Politics*, 18 (1), 1989, pp. 78-97.

⁹ Ronald Inglehart, *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles among Western Publics*, Princeton, Princeton University Press, 1977.

¹⁰ Frank L. Wilson, *The failure of West European Communism: Implications for the Future*, New York, Paragon House, 1993.

¹¹ Otto Kirchheimer, « The Transformation of the Western European Party Systems », in Joseph La Palombara, Myron Weiner (eds.), *Political Parties and Political Development*, Princeton, Princeton University Press, 1966, pp. 177-200.

¹² Michael Waller, Meindert Fennema, *op cit.*, 1988.

¹³ Jean Baudouin, « L'idéologie communiste entre régulation et érosion », in Pierre Bréchon (ed.), *Le discours politique en France. Evolution des idées partisans*, Paris, La Documentation française, 1994, pp. 97-113.

¹⁴ Michael Waller, « Democratic centralism: the Costs of Discipline », in Michael Waller, Meindert Fennema, *op cit.*, 1988, pp. 7-25.

¹⁵ Martin J. Bull, *op cit.*, 1994.

¹⁶ Kate Hudson, *European Communism since 1989. Towards a New European Left?*, London, MacMillan Press, 2000.

part, nous ne pouvons que constater l'hétérogénéité des réponses apportées par les PC à la crise qu'ils endurent depuis la fin des années 1970. Si certains partis optent pour des ajustements doctrinaux et organisationnels ponctuels, d'autres au contraire, privilégient une stratégie de démarcation vis-à-vis de l'identité communiste. La stratégie de rupture avec la tradition communiste prendra différentes formes en fonction des contextes politiques nationaux : social-démocratisation, alliance rouge-verte, postcommunisme. D'autre part, la dislocation de la famille communiste s'accroît avec l'émergence de la « New Politics »¹⁸ et des nouveaux mouvements sociaux¹⁹ (féminisme, environnementalisme, altermondialisme, etc.).

1.2 L'après 1989 ou l'éclatement de la famille communiste

Comment la famille communiste a-t-elle réagi à la crise qu'elle traverse depuis la fin des années 1970 ? Deux scénarios d'adaptation ont été privilégiés par les partis communistes d'Europe occidentale au début des années 1990 en fonction des « sentiers de dépendance nationaux »²⁰. D'un côté, certains partis optent pour une stratégie conservatrice de préservation de l'identité communiste (KKE, PCP, PRC). De l'autre, une stratégie réformatrice et de démarcation à l'identité communiste est engagée par certains PC (VAS, IU, SF, SP).

Deux obstacles majeurs peuvent expliquer la diversité des réponses apportées par les PC et le degré plus ou moins élevé d'adaptation programmatique et organisationnelle. La plasticité des systèmes partisans nationaux constitue un premier obstacle au changement. En effet, les repositionnements politiques sont largement conditionnés par l'occupation de l'espace politique par d'autres familles de partis, en l'occurrence les partis sociaux-démocrates et écologistes. La mue du Parti communiste italien (PCI) en véritable parti social-démocrate²¹ (DS) s'explique ainsi par la faiblesse structurelle de la social-démocratie en Italie. De même, la position de domination à gauche des partis sociaux-démocrates en Scandinavie a limité la marge de manœuvre des PC. Ces derniers ont dès lors privilégié un profil environnementaliste en s'alliant avec les ex-écologistes. Les résistances internes peuvent également s'élever contre les projets de rénovation des leaders²².

Ces deux scénarios ont inspiré aux politistes des modèles d'adaptation divers. La classification de David S. Bell repose sur trois types d'évolution²³ : les partis communistes orthodoxes, les partis ayant privilégié l'option de la transformation en d'autres formations radicales et les partis ayant définitivement rompu avec le « socialisme réel ». Martin J. Bull

¹⁷ Jean-Michel De Waele, Mathieu Vieira, « L'émergence de la famille de la gauche anticapitaliste en Europe occidentale. Une approche comparative (1989-2009) », in Jean-Michel De Waele, Daniel-Louis Seiler (eds.), *La gauche anticapitaliste en Europe*, Paris, Economica, à paraître.

¹⁸ Thomas Poguntke, « New Politics and Party Systems: The Emergence of a New Type of Party? », *West European Politics*, 10 (1), 1987, pp. 76-88; Herbert Kitschelt, « Left-Libertarian Parties : Explaining Innovation in Competitive Party Systems », *World Politics*, 40 (2), 1988, pp. 194-234.

¹⁹ Russell J. Dalton, Manfred Kuechler (eds.), *Challenging the Political Order : New Social and Political Movements in Western Democracies*, Oxford, Oxford University Press, 1990; Hanspeter Kriesi, Ruud Koopmans, Jean Willem Duyvendak Marco G. Giugni, *New Social Movements in Western Europe : A Comparative Analysis*, University of Minnesota Press, 1995.

²⁰ Paul Pierson, « Increasing Returns, Path Dependence, and the Study of Politics », *The American Political Science Review*, 94 (2), 2000, pp. 251-67.

²¹ Le PCI est la seule organisation en Europe occidentale à avoir opté pour la transformation en parti sociale-démocrate, c'est pourquoi nous ne l'incluons pas dans notre taxinomie de la famille anticapitaliste.

²² Joan Botella, Luis Ramiro, *op. cit.*, 2003.

²³ David S. Bell, *op.cit.*, 1993

adopte également une grille de lecture en trois catégories²⁴ : les partis communistes orthodoxes, les nouveaux partis communistes et les partis de gauche non-communistes. Les nomenclatures établies par les deux auteurs au début des années 1990 s'avèrent peu opératoires pour décrire la réalité de la famille anticapitaliste. De fait, par la lâcheté de leurs frontières analytiques, ces catégories ne reflètent pas la diversité des stratégies déployées et font cohabiter sous la même bannière des partis différents. Comment distinguer par exemple les partis orthodoxes des nouveaux partis communistes ? Conscients de la difficile opérationnalisation des modèles construits au début des années 1990, Joan Botella et Luis Ramiro proposent un instrument d'analyse plus abouti, basé sur l'axe central maintien/abandon de l'identité communiste. Au versant abandon de l'identité communiste correspondent trois sous-ensembles²⁵ décrivant les trois conversions possibles des ex-partis communistes : sociale-démocrate, écologiste et non-communiste de gauche. Luke March et Cas Mudde préfèrent quant à eux une typologie qui repose sur quatre types²⁶ : les partis communistes, les partis écologistes et issus de la « New Politics », les partis assimilés au socialisme démocratique et les partis sociaux-populistes²⁷.

Pour notre part, nous avons décidé de circonscrire la famille anticapitaliste²⁸ à trois composantes : le communisme, l'alliance rouge-verte et la gauche de la social-démocratie. Articulée autour de deux axes principaux *identité communiste* et *espace politique*, notre typologie vise à établir un tableau précis de la gauche anticapitaliste à travers ses diverses orientations politiques et ses positionnements sur l'échiquier politique. Le premier axe – qui s'inspire de la dichotomie proposée par Joan Botella et Luis Ramiro²⁹ – reflète le dilemme identification vs. démarcation à l'identité communiste auquel ont dû faire face les partis de la famille communiste après 1989. Le second matérialise les repositionnements opérés par les partis anticapitalistes sur leur échiquier politique national respectif en fonction de l'espace occupé par les autres familles de gauche.

1.3 Les trois composantes de l'anticapitalisme partisan

Si la famille anticapitaliste se décline en trois composantes³⁰, il n'en reste pas moins que celles-ci se fédèrent autour d'une matrice socio-économique commune : l'anticapitalisme. Quels sont les traits politiques et organisationnels de la famille anticapitaliste ? Sur le plan politique tout d'abord, ces partis ne sont plus des partis antisystèmes en ce sens où l'acceptation de la démocratie parlementaire et du libéralisme politique est dorénavant entérinée. Cette évolution est d'autant plus remarquable qu'elle n'allait pas de soi, en raison du rapport conflictuel des partis communistes – définis par leur vocation révolutionnaire – à la démocratie politique qui était « identifiée au marché »³¹ et donc comme une institution

²⁴ Martin J. Bull, *op. cit.*, 1994.

²⁵ Joan Botella, Luis Ramiro, *op. cit.*, 2003.

²⁶ Luke March, Cas Mudde, "What's Left of the Radical Left? The European Radical Left After 1989: Decline and Mutation", *Comparative European Politics*, 3, 2005, pp. 23-49.

²⁷ Cette dernière catégorie décrit selon les auteurs l'émergence d'une nouvelle gauche radicale en Europe centrale et orientale.

²⁸ Le sens donné ici au concept de « famille de partis » ne s'apparente en rien à celui de « famille spirituelle », mais revêt davantage une dimension classificatoire. En d'autres termes, nous analysons moins les « familles de pensée » que les organisations.

²⁹ Joan Botella, Luis Ramiro, *op. cit.*, 2003.

³⁰ Dans Jean-Michel De Waele, Mathieu Vieira, *op. cit.*, à paraître, nous avons étudié les contours de la nouvelle famille anticapitaliste à l'aune de quatre variables : définitionnelle, électorale, européenne et systémique. Nous ne présentons ici que la variable définitionnelle. Il s'agit ainsi d'élaborer la cartographie sémantique de la famille anticapitaliste.

³¹ Manuel Braga Da Cruz (1996), "La gauche et les institutions politiques", in Marc Lazar (ed.), *La gauche en Europe depuis 1945. Invariants et mutations du socialisme européen*, Paris, PUF, 1996, p. 623.

capitaliste. Autrement dit, le qualificatif « extrême » ne convient plus à ces partis, entièrement convertis aux valeurs et aux pratiques de la démocratie représentative. Pour autant, comme l'indiquent très justement Luke March et Cas Mudde³², l'extrémisme ne doit en rien être confondu avec le radicalisme, c'est pourquoi ces partis peuvent encore être définis comme radicaux dans la mesure où ils rejettent le système capitaliste contemporain. Profondément attachés à l'Etat social et à l'interventionnisme étatique dans les relations sociales et économiques en général, la famille anticapitaliste refuse le compromis entre l'Etat et le marché auquel s'est livré selon elle son rival social-démocrate. L'anticapitalisme partisan se pose ainsi en opposition au modèle social-démocrate et le rapport de défiance envers ce dernier est devenu un élément constitutif de son identité. Toutefois, cette opposition ne s'exprime pas avec la même intensité que l'anticommunisme social-démocrate qui structura durablement les systèmes d'alliances à gauche en Europe occidentale. Sur le plan organisationnel ensuite, les partis anticapitalistes ne s'apparentent plus aux « partis de masse »³³ ou aux « partis d'intégration sociale »³⁴ qu'ont pu être les partis communistes. En effet, ces partis sont devenus de petits partis³⁵, occupant dans la majorité des cas la deuxième, voire la troisième place de l'espace politique à gauche derrière la famille écologiste. Sur les quinze Etats d'Europe occidentale appartenant à l'UE et tous partis cumulés, la gauche anticapitaliste ne franchit qu'à cinq reprises la barre des 10 % des suffrages exprimés lors des dernières élections de la Chambre basse (cf. Tableau 1 en Annexes) : Allemagne, Danemark, Grèce, Irlande et Portugal.

Au regard des deux axes choisis pour notre typologie, la composante communiste est celle qui se démarque le moins de l'orthodoxie marxiste. A ce titre, le terme de « modernisation pragmatique »³⁶ proposé par Joan Botella et Luis Ramiro décrit parfaitement la position conservatrice de ces partis tant d'un point de vue programmatique qu'organisationnel. Implantés dans le sud de l'Europe, et en particulier en Grèce, au Portugal et dans une moindre mesure en Italie, ces partis sont les héritiers de partis communistes puissants. Notons que les partis communistes italiens traversent une conjoncture difficile comme en atteste l'absence d'élus PRC ou PdCI aux dernières élections générales de 2008. Enfin, ces partis se singularisent par leur refus de toute alliance – même ponctuelle – avec la social-démocratie.

Modèle d'inspiration scandinave, la composante rouge-verte favorise quant à elle une stratégie de reformulation de l'identité communiste à travers l'adoption d'un profil environnementaliste. Nés dans une configuration de domination, voire même dans certains cas, d'hégémonie sociale-démocrate de l'espace politique à gauche, ces alliances se positionnent sur le créneau de la New Politics et de la gauche libertaire. A en juger par les bons résultats dont sont créditées ces alliances lors des dernières élections de la Chambre basse (15,2 % au Danemark, 8,1 % en Finlande, 9,9 % au Pays-Bas entre autres), celles-ci peuvent s'imposer comme des concurrents sérieux à la famille sociale-démocrate et comme la possible « formule gagnante » pour une gauche anticapitaliste qui peina à se faire une place dans cette région par le passé.

³² Luke March, Cas Mudde, *op. cit.*, 2005.

³³ Maurice Duverger, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1981.

³⁴ Sigmund Neumann (ed.), *Modern Political parties: Approaches to Comparative Politics*, Chicago, University of Chicago Press, 1956.

³⁵ Ferdinand Müller-Rommel, Geoffrey Pridham, "Small Parties in Comparative Perspective: The State of the Art", in Ferdinand Müller-Rommel, Geoffrey Pridham (eds.), *Small Parties in Western Europe. Comparative and National Perspectives*, London, Sage, 1991.

³⁶ Joan Botella, Luis Ramiro, *op. cit.*, 2003, p. 252.

La composante de la gauche de la social-démocratie regroupe quant à elle les dissidents sociaux-démocrates et les communistes réformateurs. Réprouvant la dérive « social-libérale »³⁷ à laquelle se serait selon elle convertie la social-démocratie européenne, elle n'exclut toutefois pas les alliances avec cette dernière. Localisée en Europe continentale, elle effectue notamment une percée en Allemagne (Die Linke) et en France (Front de gauche). Die Linke réalise la percée la plus remarquable avec 11.9 % des suffrages exprimés lors des dernières élections fédérales de septembre 2009, lui permettant ainsi de devancer les écologistes (10.7 %) et de devenir la quatrième force politique allemande.

2. De la faction³⁸ à la dissidence

Incontestablement, la création de *Die Linke* en Allemagne, analysée comme la fusion des tendances dissidente et néo-communiste de « l'autre gauche », représente le modèle de Jean-Luc Mélenchon en France. Toutefois, l'historique des ruptures allemande et française vis-à-vis de la social-démocratie révèle des différences importantes, liées non seulement aux contextes nationaux, mais aussi à la trajectoire idéologique et partisane des leaders en rupture.

2.1 Le modèle allemand ?

a) La contestation à l'intérieur du parti : la faction

De l'après-guerre jusqu'aux années 1970, le parti social-démocrate allemand (SPD) se caractérisa par sa cohésion et sa relative imperméabilité à l'organisation de courants politiques internes et conflictuels. Comme l'affirme Stephen Padgett, « for the first two postwar decades, factional organisation was virtually absent from the SPD »³⁹. Au niveau idéologique, les principes fondamentaux énoncés dans le programme de Bad Godesberg faisaient consensus ; tandis qu'au niveau organisationnel, la cohésion des élites du parti était particulièrement élevée, renforçant ainsi le pouvoir vertical important dont elles disposaient. Selon Padgett, « l'activité factionnelle » se développa plutôt à partir de la fin des années 1960, en réaction aux compromis du SPD dans les coalitions gouvernementales auxquelles il participe, et surtout en raison de la poussée contestataire de la « nouvelle gauche » étudiante. Maîtrisé par les dirigeants du parti jusqu'à la décennie 1980, le processus de factionalisation aboutit toutefois à un morcellement du parti durant la longue cure d'opposition subie par celui-ci de 1982 à 1998. Dans un premier temps, en effet, la direction du SPD a appris à apprivoiser l'opposition extra-parlementaire (APO) et le mouvement de jeunesse gauchisant des JUSOs, en intégrant leurs partisans dans le parti et en impliquant leurs leaders dans le travail programmatique. Cette stratégie mêlant ouverture et maintien de la domination décisionnelle du sommet hiérarchique du parti, permit à la ligne majoritaire et modérée de la « vieille garde » de triompher des velléités de radicalisation portées par ce mouvement, qui

³⁷ Symbolisée notamment par la Troisième voie.

³⁸ Nous utilisons ici le terme de « faction » au sens large, d'après la définition donnée par Zariski : « [a faction is] any intra-party combination, clique, or grouping whose members share a sense of common identity and common purpose and are organized to act collectively – as a distinct bloc within the party – to achieve their goals » (Zariski R. (1960) 'Party Factions and Comparative Politics: Some Preliminary Observations', *Midwest Journal of Political Science*, pp. 372-90.)

³⁹ Stephen Padgett, « The German Social Democratic Party : between old and New Left », in David Bell et Eric Shaw, *Conflict and Cohesion in Western European Social Democratic Parties*, p. 13.

souffrait en outre de carences mobilisatrices évidentes. Dans un second temps toutefois, le parti fut rattrapé par les changements sociologiques de la base militante et l'émergence de jeunes leaders au profil « nouvelle gauche », plus personnels et hédonistes que leurs prédécesseurs. Parmi eux, Gerhard Schröder et Oskar Lafontaine firent leurs armes sous la protection de Willy Brandt, soucieux d'écoute envers les critiques de la ligne traditionnelle. Le caractère anarchique des factions s'opposant au sein du parti est cependant dû au fait que cette opposition « *old politics/new politics* », qui se reflétait aussi dans le conflit entre « traditionnalistes » et « modernisateurs », se combinait (sans se superposer !) à la classique opposition « droite/gauche » sur le plan économique et aux conflits créés par la problématiques de la réunification entre Allemagne de l'Ouest (ex-RFA) et Allemagne de l'Est (ex-RDA)⁴⁰. Dans ce contexte de dégénérescence intra-partisane, illustrée par la succession de trois présidents de parti entre 1990 et 1995, Gerhard Schröder et Oskar Lafontaine menèrent la campagne fédérale de 1998 en se répartissant les rôles : Schröder concourrait pour le poste de chancelier avec un profil modéré et pragmatique, tandis que Lafontaine, dirigeant du parti depuis 1995, devait rassurer les électeurs socialistes attachés à un discours traditionnel promouvant la redistribution des richesses et l'État social.

Avant sa rupture avec le parti et la ligne du « *Neue Mitte* » (« Nouveau Centre », équivalent allemand de la « Troisième voie »), Lafontaine est en effet associé à l'aile gauche du SPD. Toutefois, la différence est nette avec Jean-Luc Mélenchon en France (*voir infra*), dans la mesure où ce dernier n'a jamais dirigé le parti, et a toujours défendu une ligne très nette de gauche républicaine et socialiste. Dans les années 1980, l'image de Lafontaine est plutôt celle d'un partisan de la « *New Left* », radicale dans son hostilité au système économique mais éloignée des préoccupations syndicales et ouvrières traditionnelles, du fait de ses préoccupations envers la protection de l'environnement et l'accroissement des libertés individuelles (égalité des genres, participation démocratique...). Ayant supervisé l'élaboration du nouveau programme fondamental de Berlin (1989) et devenu candidat à la chancellerie pour le SPD en 1990, Lafontaine tente de concilier les enjeux post-matérialistes portés par les nouveaux mouvements sociaux avec les revendications classiques de la « *old left* ». Mais il ne convainc pas, et attire sur lui des accusations d'opportunisme, qui reflourirent au sein du SPD après sa rupture sur une ligne de gauche radicale. Une fois élu à la tête du parti en 1995, Lafontaine produit certes une rhétorique anti-néolibérale destinée à disqualifier le gouvernement chrétien-démocrate. Cependant, son positionnement apparaît pour le moins ambivalent. Hartwig Paul rappelle ainsi que Lafontaine se fait aussi le promoteur d'un discours de modernisation dénonçant la rigidité des syndicats sur la question de la flexibilité du marché du travail⁴¹. Mieux encore, durant une conférence de 1997 portant sur la notion d'innovation, Schröder comme Lafontaine prétendent incarner à la fois la tradition et la modernité, celle-ci incluant l'adaptation de la protection sociale et de l'appareil d'État aux contraintes issues de la globalisation économique : « Abandoning the *étatiste* preferences of the SPD, Lafontaine stressed that whether a task was performed by the state or by private entities was not a question of ideology, but a question of practical reason »⁴². Avant l'accès au pouvoir, Oskar Lafontaine a donc une position de choix au sein du SPD, et a volontairement impliqué le courant qu'il représente dans une alliance avec son rival Gerhard Schröder, fut-ce en adoptant des positions compatibles avec la ligne sociale-libérale qui triomphe alors dans l'ensemble de la social-démocratie européenne.

⁴⁰ *Ibidem*, pp. 20-28.

⁴¹ Hartwig Paul, « The modernisation of German social democracy », dans John Callaghan, Nina Fishman, Ben Jackson, Martin McIvor (dir.), *In Search of Social Democracy*, Manchester University Press, Manchester and New York, 2009, pp. 129-146.

⁴² *Ibidem*, p. 134.

b) Le moment de rupture

Le moment de rupture a lieu une fois le SPD au pouvoir (et dans une situation économique et politique difficile), ce qui ajouta à sa dimension dramatique et alimenta les accusations de « trahison ». En mars 1999, Oskar Lafontaine démissionne à la fois de son poste de ministre et de président du parti, suite à un désaccord avec le chancelier Schröder sur la politique économique à mener. Après presque vingt ans de domination des monétaristes et des partisans de « l'économie de l'offre » dans la définition de l'action publique en Allemagne, Lafontaine s'entoure en effet de conseillers keynésiens et prévoit l'instauration d'une fiscalité écologique, l'extension de la protection sociale au travail précaire et l'assouplissement de la politique monétaire de la banque centrale⁴³. Une politique contradictoire avec le respect de l'orthodoxie économique souhaitée par le chancelier.

Toutefois, cette première rupture politique n'est pas suivie d'une offensive de Lafontaine pour créer un parti concurrent. Elle reste dans un premier temps « individuelle », dans la mesure où les députés SPD ont davantage intérêt à rester loyaux vis-à-vis du chancelier, dans un contexte de résultats électoraux médiocres et d'une majorité courte au Bundestag. En conséquence, plutôt que la logique « top-down » suivie par Mélenchon, la dissidence sociale-démocrate en Allemagne a suivi une voie plus spontanée. Sa dynamique organisationnelle n'a pas été initiée par Lafontaine, qui a su néanmoins se l'approprier et la transformer dans le cadre de la fusion avec le PDS. Elle s'est opérée d'abord « par le bas » et en réaction à une conjoncture particulière, celle de la mise en œuvre de « l'Agenda 2010 » par le second gouvernement Schröder, notamment *via* la loi Hartz IV. Les dispositifs prévus, qui consistaient en une réduction de la générosité et du périmètre de la protection sociale, ainsi qu'en un durcissement des conditions d'accès à cette dernière, ont provoqué des manifestations de rue en 2003 et 2004, en particulier à l'Est. Les syndicats en particulier se cabrèrent face à cette politique sociale d'inspiration « workfare »⁴⁴, étrangère au modèle d'État-Providence défendu traditionnellement par la social-démocratie. L'idéologie « blairiste » sous-tendant cette réforme et l'autoritarisme avec lequel Gerhard Schröder l'imposa à son propre camp, conduisirent en outre « de nombreux cadres de l'aile gauche du SPD [à] impulser un mouvement de dissidence »⁴⁵, dont l'objectif était la création d'une nouvelle formation politique à gauche de la social-démocratie. A l'été 2004, Oskar Lafontaine apporta son soutien à un éventuel nouveau parti par voie de presse, et se joignit physiquement à une manifestation organisée à Leipzig. Quasi-simultanément, deux groupes d'activistes anti-Hartz IV créés à Berlin (l'Alternative électorale) et en Bavière (l'Initiative travail et justice sociale) fusionnèrent en un groupe d'intérêt devenu parti politique en janvier 2005 : la WASG (*Wahlalternative : Arbeit und Soziale Gerechtigkeit*). Les sociaux-démocrates qui participèrent à sa fondation furent exclus du SPD, expérimentant une rupture qui cette fois-ci était non seulement idéologique, mais aussi collective et organisationnelle.

⁴³ Mathias Greffath, « La chute de la maison SPD », *Manière de Voir/Le Monde Diplomatique*, n°116, p. 60.

⁴⁴ Le modèle du « workfare » anglo-saxon est fondé sur une logique que nous résumerons trivialement par la formule suivante : « aide-toi et l'État t'aidera ». Le soutien financier n'est plus lié à un statut mais à un engagement de la part de l'allocataire (travail pour la collectivité, formation, recherche active d'emploi, etc.). La protection sociale est avant tout pensée comme un « filet » à destination des plus pauvres, plutôt que comme un ensemble de droits sociaux et universels.

⁴⁵ Thomas Landwehrlen, « Die Linke », dans *La gauche anticapitaliste*, Éditions Économica, à paraître.

c) Le pari d'exister à l'extérieur du parti : la dissidence

Cette petite formation est décrite par Hough, Koß et Olsen de la façon suivante : « a relatively heterogeneous group made up primarily of disillusioned SPD members, trade union functionaries and left-wing intellectuals »⁴⁶. Son existence fut courte, puisque dès le mois de juin 2005, s'amorça un processus de fusion avec le PDS, qui aboutira à la naissance officielle de *Die Linke* en juin 2007. Contrairement à ce que peut laisser penser un tel rythme dans l'exécution, il n'était pas évident que dissidents sociaux-démocrates et néo-communistes se rassemblent aussi vite. Comme le soulignent Hough *et al.*, la WASG voyait le PDS comme étant resté un parti « de l'Est », une perception qui avait justement pesé dans les difficultés de ce parti à s'implanter électoralement à l'Ouest. Sa coopération avec le SPD dans le Land de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale (en 1998) et dans la ville-État de Berlin (en 2001) faisait aussi l'objet de suspicions de la part de ceux qui avaient justement choisi de rompre avec le parti social-démocrate. En outre, du côté du PDS, la WASG représentait pour certains un obstacle supplémentaire à toute implantation en ex-RFA.

Cependant, deux événements et deux hommes contribuèrent de manière décisive à l'accomplissement de la fusion, qui attestent à la fois de l'importance de la conjoncture politique et des capacités de leadership dans la réussite du processus de dissidence. Tout d'abord, la WASG et le PDS se présentèrent tous deux aux élections de Rhénanie-du-Nord-Westphalie (22 mai 2005) qui se soldèrent par un échec des deux formations à atteindre la barre des 5% autorisant l'entrée à la diète régionale. En raison du mauvais score recueilli par le SPD, mais aussi de l'apparente désunion des deux formations de gauche radicale, Gerhard Schröder choisit alors de convoquer les électeurs allemands dès septembre 2005 plutôt qu'en 2006 pour les élections fédérales. Ayant fait l'expérience amère de la concurrence, la WASG et le PDS sont alors incitées à se rapprocher rapidement, sur la base de listes ouvertes du PDS, mais avec pour horizon la création d'un parti unique. Les deux hommes à jouer un rôle crucial dans l'adoption de cette stratégie furent Oskar Lafontaine et Gregor Gysi. Le premier, auréolé de son statut de dissident de la première heure et bénéficiant de son image de figure tutélaire de l'aile gauche de la social-démocratie, fit un appel à la création d'une formation contre le « démantèlement social » poursuivi par les autres forces politiques, et se proposa carrément comme un candidat potentiel à la chancellerie. Le second, ancienne figure du PDS en retrait ces dernières années, envoya un signal politique en revenant sur le devant de la scène, puis en co-présidant le groupe *Die Linke* au Bundestag avec Lafontaine. Le processus de fusion fut mené intelligemment, garantissant une représentation équitable des chacun des deux partis. Les deux leaders, ainsi que Lothar Bisky, président du PDS puis co-président du parti *Die Linke* avec Lafontaine, ont géré le parti de façon à ce qu'aucune sensibilité ne se sente flouée, de sorte que « la nouvelle formation [est apparue] comme une structure d'accueil, non seulement pour les syndicats et les ex-membres de petites organisations communistes, mais aussi pour les réfractaires à l'ordre économique néolibéral »⁴⁷.

Les bons scores de *Die Linke* ont régulièrement démenti les prédictions selon lesquelles un tel attelage était voué à l'éclatement. De fait, comme dans l'alliance électorale PG-PCF, les plus critiques et les plus réticents à un accord avec la gauche sociale-démocrate sont plutôt les élus et les cadres de l'Ouest : dans les deux cas, les dissidents ne sont pas loin d'offrir une image d'intransigeance doctrinale et stratégique plus radicale que les (néo)communistes. Certains

⁴⁶ Dan Hough, Michael Koß et Jonathan Olsen, *The Left Party in Contemporary German Politics*, Palgrave Macmillan, New York, 2007, p. 137.

⁴⁷ Peter Linden, « Die Linke bouscule le paysage politique », *Manière de Voir/Le Monde Diplomatique*, n°116, p. 64.

voient même dans l'abandon de Lafontaine de la vie politique nationale une occasion d'apaiser ces tensions. Il faudra donc observer attentivement les décisions et résultats obtenus par le nouveau tandem ayant succédé à la coprésidence Oskar Lafontaine-Lothar Bisky (2007-2008 puis 2008-2010) : Klaus Ernst (syndicaliste, ex-membre de l'aile gauche du SPD, exclu en 2004 pour avoir cofondé « l'Initiative Travail et justice sociale » puis la WASG) et Gesine Lötzsche, ex-membre du SED et ex-responsable du PDS.

2.2 De la tentation à la tentative française

a) La contestation à l'intérieur du parti : la faction

La trajectoire des dissidents sociaux-démocrates français – davantage que pour le cas allemand – est intimement liée au parcours partisan et idéologique de l'actuel co-président du PG, Jean-Luc Mélenchon. Il s'agit donc ici de retracer le parcours de celui qui fut jusqu'en 2008, l'un des principaux animateurs de l'aile gauche du PS.

Après un épisode trotskyste en tant que responsable de l'Organisation Communiste Internationale (OCI) à Besançon de 1972 à 1975, Jean-Luc Mélenchon adhère au PS en 1977. Jusqu'à son entrée au Sénat en 1986, ce militant du programme commun, fervent mitterrandiste, exerça de nombreux mandats locaux dans l'Essonne (conseiller municipal de Massy, conseiller général du canton de Massy-Ouest), dont il dirigera la Fédération.

Après avoir fait ses classes au sein du courant mitterrandiste, il fonde avec Julien Dray la Nouvelle École Socialiste (NES) en 1988. L'aile gauche du parti ne parvenant pas à se rassembler lors du Congrès de Rennes en 1990, la NES présenta sa propre motion qui n'obtint que 1.35 % des voix. Le courant fut rebaptisé Gauche Socialiste en 1991, avec l'arrivée de Marie-Noëlle Lienemann. Lors du Congrès de Brest en 1997, Jean-Luc Mélenchon alors représentant de la motion Gauche Socialiste, se présente au poste de Premier Secrétaire face à François Hollande et à une motion d'ex-poperénistes, où il obtint 10.21 % des voix. Il réitérera l'expérience lors du Congrès de Grenoble en 2000, concourant face au Premier Secrétaire sortant (François Hollande) et à la motion Démocratie & Égalité animée par Henri Emmanuelli et Alain Vidalies (ex-poperéniste). Il améliora à cette occasion son score du Congrès de Brest en récoltant 13.28 % des suffrages militants. Entre 2000 et 2002, il fera parti du gouvernement de cohabitation de Lionel Jospin en tant que Ministre délégué à l'enseignement professionnel.

Suite au choix de Julien Dray et de ses partisans de rejoindre François Hollande après la débâcle de 2002, la Gauche Socialiste se scinda en deux courants. Alors qu'une partie de l'ancien courant décida de rallier le Nouveau Parti Socialiste (NPS) d'Arnaud Montebourg, Vincent Peillon et Benoît Hamon, Jean-Luc Mélenchon co-fonda le courant Nouveau Monde avec Henri Emmanuelli. Au Congrès de Dijon en 2003, la motion Nouveau Monde réalisa un score semblable (16.33 %) à celui de l'autre motion de l'aile gauche : le NPS (16.88 %).

b) Le moment de rupture

S'il avait maintes fois manifesté son désaccord avec la ligne majoritaire du parti, le point de départ de la dissidence de Jean-Luc Mélenchon est à dater de la campagne du non au Traité Constitutionnel Européen (TCE) en 2005. Alors que le PS s'était prononcé pour le « oui » après une consultation interne sur le TCE, Jean-Luc Mélenchon fait partie avec Laurent Fabius des responsables socialistes qui décidèrent de faire campagne pour le « non » aux côtés du PCF, du NPA et de personnalités comme José Bové. Même si la « gauche du non » ne

parvint pas à se rassembler sous les mêmes couleurs lors des échéances électorales suivantes, il n'en reste pas moins que cette campagne constitua incontestablement un laboratoire pour les partisans de l'union des gauches alter-européennes et anticapitalistes.

La campagne du « non » provoqua la restructuration de l'aile gauche du parti avec notamment l'éclatement du courant Nouveau Monde, suite au départ d'Henri Emmanuelli qui fonda le courant Alternative Socialiste. De son côté, Jean-Luc Mélenchon créa le courant Trait d'Union, véritable prolongement de l'association politique Pour la République Sociale (PRS) qu'il préside depuis 2004 en dehors du PS. Comme l'indique le thème « Une nouvelle union des gauches est-elle possible ? », et les invités (Marie-George Buffet, José Bové et Olivier Besancenot) de l'université d'été du PRS qui se déroula à Arles en 2005, le PRS fut une plateforme de discussion et de rencontre qui prolongea la dynamique de la campagne du « non ». Ainsi, le PRS peut-être considéré comme une première tentative d'exister à l'extérieur du PS.

Le Congrès du Mans de novembre 2005 voit l'aile gauche du parti se présenter encore une fois divisée. Comme deux ans plus tôt au Congrès de Dijon, le NPS rejoint par Henri Emmanuelli devança de peu (23.54 %) la motion conduite par Laurent Fabius (21.17 %), que soutenait Jean-Luc Mélenchon. A ce titre, la configuration de l'aile gauche du PS au Congrès du Mans s'inscrit dans la continuité de la campagne du « non » au TCE. Lors de la primaire socialiste de 2006 pour la désignation du candidat à l'élection présidentielle de 2007, Jean-Luc Mélenchon reconduisit son soutien à Laurent Fabius qui récolta 18.66 % des voix face à Dominique Strauss-Kahn (20.60 %) et Ségolène Royal (60.65 %).

Lors du Congrès de Reims en septembre 2008, le courant Trait d'Union dépose une contribution intitulée « Réinventer la gauche ». L'ensemble des composantes de l'aile gauche (NPS, Trait d'Union, Démocratie & Socialisme, Forces Militantes, etc.) arrivent à un accord et signent la motion C « Un monde d'avance ». La motion C conduite par Benoît Hamon n'arriva qu'en quatrième position avec seulement 18.52 % des voix. L'aile gauche fut ainsi devancée par la motion E de Ségolène Royal (29.08 %), la motion A de Bertrand Delanoë (25.24 %) et la motion D de Martine Aubry (24.32 %). Le soir même de l'annonce des résultats, Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez (animateur du courant Forces Militantes) quittent le PS.

c) Le pari d'exister à l'extérieur du parti : la dissidence

Face au constat de marginalisation de l'aile gauche au Congrès de Reims - qui ne pèse plus que 20% (cf. Tableau 4 en Annexes) - et après vingt ans de « voice »⁴⁸ à l'intérieur du PS pour infléchir la ligne majoritaire qu'il qualifie de « sociale-libérale », Jean-Luc Mélenchon opte pour l'« exit » et annonce officiellement la création du « Parti de Gauche » le 12 novembre. Le 18 novembre, le PG et le PCF décident de s'allier pour les élections européennes de 2009 sous la forme d'un « Front de Gauche ».

Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez font dans les jours qui suivent l'annonce de la création du PG rejoints par des personnalités à la gauche du PS comme le syndicaliste Claude Debons, Eric Cocquerel (président de MARS-Gauche républicaine), Jacques Desallange et Pierre Carassus du MRC, etc. Après le second tour du Congrès de Reims, le PG enregistre l'arrivée dans ses rangs de nouveaux dissidents socialistes tels que l'économiste Jacques Généreux, le responsable du courant Utopia Franck Pupumat. Le PG organise dans la foulée un meeting de lancement le 29 novembre en Seine Saint-Denis en présence d'Oskar Lafontaine. Le Congrès constitutif du parti s'est tenu dans le Val-de-Marne du 30 janvier au 1^{er} février 2009 en présence de 600 délégués (issus des comités) et de représentants d'autres partis politiques

⁴⁸ Nous reprenons ici le célèbre triptyque hirschmanien « Exit, Voice, Loyalty ».

considérés comme des modèles organisationnels et programmatiques (*Die Linke*, partis socialistes d'Amérique Latine) ou invités à rejoindre le Front de Gauche, comme le NPA.

3. Radiographie des nouveaux partis à la gauche de la social-démocratie

3.1 Le positionnement idéologique

a) Die Linke⁴⁹

Contrairement à ce qu'ont pu avancer ses détracteurs les plus virulents, *Die Linke* n'est pas un parti extrémiste, au sens où il accepte pleinement les règles du jeu démocratique et parlementaire. Certes, le parti refuse de participer à tout gouvernement qui mènerait des politiques de privatisation et de réduction des droits sociaux, et ne romprait pas avec les engagements armés actuels. Toutefois, des alliances « de gauche » sont ouvertement envisagées, tandis que les voies parlementaire et gouvernementale sont jugées indispensables pour faire avancer les causes défendues par le parti. Il n'en reste pas moins qu'une opposition dite « extra-parlementaire » est revendiquée, dans le but de diffuser les positions du parti et de contrôler les gouvernants, cela par le biais des mouvements sociaux.

Cette volonté d'approfondir la démocratie au-delà de la seule représentation se retrouve dans de nombreuses autres revendications de facture « nouvelle gauche », en faveur des libertés individuelles et contre tous les types de domination : extension du droit de vote ; possibilité de recourir au référendum populaire ; inclusion des syndicats, ONG et autres groupes issus de la société civile dans les délibérations et les décisions politiques ; plus de démocratie participative et de contrôle citoyen dans toutes les sphères sociales en général, y compris les médias et les lieux de travail ; politiques anti-discrimination concernant le genre, l'identité sexuelle, l'origine ethnique ou la confession religieuse, etc. L'hostilité envers l'OTAN et « l'impérialisme » des États-Unis est en outre très marquée, reflétant là encore des combats de nature post-matérialiste.

Ce positionnement contraste avec l'image « *Old left* » intuitivement associée à ce parti à gauche de la social-démocratie. Il prouve qu'une force anticapitaliste peut aussi tenir compte des évolutions sociétales allant dans le sens d'un plus grand libéralisme culturel et d'un individualisme incluant davantage de demande de participation. Mais il traduit aussi le fait que de nombreux dissidents sociaux-démocrates font partie de la génération « soixante-huitarde » des contestations antiautoritaires. Il n'en reste pas moins vrai que l'emphase est surtout mise sur la question sociale. L'analyse du système capitaliste, que l'on pourrait qualifier de postkeynésienne ou néo-marxiste, met l'accent sur l'épuisement de ce modèle productif. Pour maintenir les profits, ce dernier est condamné à épuiser les ressources de la planète et à mener une offensive néolibérale contre les droits sociaux et les biens publics –*via* la mise en concurrence généralisée induite par la libéralisation des marchés de la finance et du travail. *Die Linke* renoue en fait avec des principes sociaux-démocrates « traditionnels », tout en intégrant une préoccupation écologique pour les conditions terrestres d'une vie humaine digne, et en pointant les atteintes à la souveraineté populaire causées par le néolibéralisme. Pour répondre à cet état des choses, la perspective d'un « socialisme démocratique » est

⁴⁹ Outre la littérature secondaire, cette section se base sur des versions anglaises des « éléments programmatiques » publiés en 2007 au moment de la création du parti ; du manifeste électoral de 2009, et du programme provisoire élaboré en 2010.

défendue, qui passe par la subordination de la sphère productive aux besoins sociaux démocratiquement définis et aux contraintes écologiques. Dans ce cadre, un certain nombre d'infrastructures et de ressources naturelles reviendront dans le giron public, la politique budgétaire et la politique monétaire relèveront à nouveau de l'autorité politique, l'investissement public sera orienté démocratiquement, les activités privées devront se soumettre à des règles sociales et environnementales exigeantes, les richesses seront redistribuées en défaveur du capital, et le code du travail remanié pour lutter contre la précarité et restaurer les droits sociaux. En ce sens, *Die Linke* assume de vouloir « dépasser le capitalisme », pour que la solidarité sociale et la démocratie puissent aboutir à plus de liberté réelle pour les citoyens. La défense de ces principes est d'ailleurs associée à la revendication mémorielle de figures historiques comme Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, et d'un parti comme l'USPD, qui en leur temps firent « dissidence » d'avec une social-démocratie ralliée à l'Union sacrée, qui aurait trahi (déjà !) les intérêts du prolétariat allemand jeté dans la Première guerre mondiale.

Notons enfin que la construction européenne est de ce point de vue envisagée de façon très critique. Certes, l'Union Européenne ouvre un terrain plus vaste pour la lutte de classes et la promotion des idéaux démocratiques. Mais surtout depuis le traité de Maastricht, l'orientation de l'UE est perçue comme néolibérale, contre les intérêts des travailleurs. Hostile à cette orientation précise, *Die Linke* ne rejette pas pour autant le principe même d'intégration européenne, et entend investir le niveau communautaire : la coopération internationale est en effet vue comme indispensable au succès des forces militant pour le progrès social et écologique.

b) Le Parti de Gauche⁵⁰

L'analyse des crises actuelles et la définition des solutions à y apporter coïncident de manière frappante avec celles de *Die Linke*, si l'on met de côté les problématiques purement nationales (comme par exemple, en Allemagne, la revendication de plus d'équité dans les transferts économiques vers les Länder orientaux). La dégradation des écosystèmes et la raréfaction des ressources sont pointées comme des dimensions essentielles d'une crise environnementale, qui par elle-même suffit à « [condamner] le capitalisme et le productivisme qui en découle ». Comme pour *Die Linke*, l'engagement écologiste est réel et appuyé, comme en atteste la position en faveur d'une sortie du nucléaire. Si cela ne détonne guère dans le contexte allemand, il en va tout autrement en France, où le PS et le PCF ont toujours exprimé une position pro-nucléaire. La question est en tout cas un sujet de désaccord au sein du Front de Gauche, et révèle la singularité du PG au sein de cette alliance, ainsi que sa tentative d'y entraîner l'aile gauche des écologistes, comme en témoigne l'attribution du poste de co-présidente à Martine Billard (ex-Verts). Cette sortie du nucléaire se ferait dans le cadre d'une « planification écologique », laquelle impliquerait aussi de poser des limites au libre-échange, et plus largement de transformer les modes de production et de consommation.

Toutefois, l'engagement écologiste est intégré dans un corpus idéologique résolument républicain (« l'intérêt général » des sociétés humaines) et socialiste (le « partage des richesses »). Car l'épuisement du capitalisme est aussi pointé dans sa dimension économique et sociale, aucun « relais » de croissance durable n'existant plus au-delà d'une sphère financière porteuse de bulles déstabilisatrices. Contre les prétentions du capital à concentrer

⁵⁰ Pour cette section, ont été consultés la « Motion d'orientation générale adoptée lors du congrès du Mans 2010 » datée du 25 novembre 2010 et la « Résolution politique » adoptée par le Conseil national du parti de Gauche les 9 et 10 avril 2011, mais aussi les ouvrages et interviews de Jean-Luc Mélenchon.

les richesses et à imposer sa loi aux peuples (comme en attesterait la crise des dettes souveraines en Europe), l'égalité sociale et la sauvegarde de la souveraineté politique sont donc revendiquées. Pour cela, le Parti de Gauche a lancé des propositions concrètes à appliquer dans le cadre national : salaire maximum, augmentation des impôts sur le revenu et sur le capital, rapprochement du régime de propriété des entreprises du modèle de l'économie sociale, ou encore soustraction de certains secteurs-clés (comme l'énergie) à la concurrence... Le PG a conscience que ces positions vont contre l'intérêt des détenteurs de capitaux, d'où la préparation d'une stratégie pour « gouverner face aux banques »⁵¹ (une série de réflexions pilotées par l'économiste Jacques Généreux, ex-PS). Mais elles vont aussi contre les règles actuelles de l'UE, dénoncées de façon plus virulente encore que chez son partenaire allemand. C'est pour quoi le parti préconise la sortie du Traité de Lisbonne, en espérant provoquer une crise salutaire au sein de l'Union. Dès aujourd'hui, le PG appelle à « faire campagne en France et dans toute l'Europe contre le pacte euro-plus et les politiques d'austérité ».

Cette volonté de recouvrer la souveraineté face aux grands acteurs économiques et financiers, trouve aussi sa raison d'être dans la « révolution citoyenne » qui est le mot d'ordre du parti et de son leader, Jean-Luc Mélenchon. A la fois « but et méthode », la révolution citoyenne est présentée comme une mise en branle démocratique de toute la société, dans les sphères politique, productive, médiatique... A la dénonciation de « l'oligarchie », s'ajoute donc la défense d'une « refondation républicaine » : celle-ci devra commencer par l'élection d'une Assemblée constituante, afin de corriger les déséquilibres institutionnels français, mais surtout d'impliquer tous les citoyens, y compris les membres des classes populaires qui ont depuis longtemps déserté le chemin des urnes.

Comme pour *Die Linke*, on voit donc que la réflexion idéologique et programmatique s'est orientée dans le sens d'une articulation de revendications démocratiques, sociales et écologiques. Si le retour à une certaine orthodoxie sociale-démocrate est perceptible, l'identité politique des formations dissidentes (ou issues de la dissidence) ne s'y réduit pas.

3.2 Performances électorales et zones d'implantation

a) Die Linke

Les résultats obtenus lors des élections fédérales suffisent à illustrer l'essor de *Die Linke* en Allemagne, qui totalisait plus de voix que les Verts en 2005 et 2009⁵². La progression par rapport au score du PDS en 2002 est nette, le pourcentage de voix obtenues doublant entre 2002 et 2005, et triplant entre 2002 et 2009. La zone de force électorale se situe incontestablement à l'Est, où le parti obtient presque un tiers des voix en 2009, devant tous ses concurrents, et en progression de plus de 10 points par rapport à 2002. Il serait toutefois erroné de décrire *Die Linke* comme un parti « de l'Est » : non seulement car les pourcentages masquent le fait que le parti obtient près de 3 millions de voix à l'Ouest contre près de 2,2 millions à l'Est en 2009, mais aussi parce que le parti s'est ancré très rapidement. Alors que le PDS ne parvenait qu'à rassembler 1% des voix en 2002, ce score passa à 4,9 % dès que l'union fut faite entre la WASG et le PDS, puis progressa encore 3,4 points en 2009. Le différentiel entre moyenne des 1ères voix et moyenne des 2èmes voix confirme toutefois que

⁵¹ « Comment gouverner face aux banques », forum du PG du 12 juin 2010.

⁵² Que ce soit en 1ères voix ou en 2èmes voix. Dans le système allemand, la 1^{ère} voix compte pour l'élection du député de la circonscription au scrutin uninominal à un tour. La 2^{ème} voix compte pour le parti au niveau national, et sera déterminante pour la fixation proportionnelle du nombre de députés auquel aura droit le parti en question.

le parti est davantage implanté à l'Est, puisque les 1ères voix se portent sur un nom autant que sur une étiquette. Le fait que les deux tiers des adhérents de Die Linke résident dans l'ex-Allemagne de l'Est est concordant avec cette observation.

Les études portant sur la composition sociale de l'électorat de Die Linke indiquent par ailleurs une surreprésentation des ouvriers, des employés et surtout des chômeurs.

Résultats électoraux aux élections fédérales en Allemagne (% suffrages exprimés)

	Allemagne		Länder Ouest + Berlin Ouest		Länder Est + Berlin Est	
	1ères voix	2e voix	1ères voix	2e voix	1ères voix	2e voix
2002 (PDS)	4,3	4	1	1,1	19,2	16,9
2005	8	8,7	4	4,9	25,4	25,3
2009	11,1	11,9	7,2	8,3	29,1	28,5

La faible participation (43,3%), alors que l'électorat de Die Linke est donc très populaire, explique sans doute un score moins élevé aux élections européennes de juin 2009 (7,5%), en progression d'1,4 points tout de même sur 2004. Il est significatif qu'à cette occasion les Verts dépassent nettement Die Linke, avec 12,1% des suffrages.

Les résultats obtenus dans les Länder confortent les observations tirées des résultats nationaux (voir tableau 5 en annexe). Ils montrent en effet que des scores supérieurs à 20% sont régulièrement obtenus à l'Est, où Die Linke a durablement supplanté le SPD. En revanche, les scores obtenus à l'Ouest sont faibles, hormis l'exception notable de la Sarre, fief d'Oskar Lafontaine, qui constitue la seule zone de force incontestable de Die Linke à l'Ouest. Toutefois, alors que la gauche socialiste y était quasi-inexistante avant 2007, cette dernière a réussi à dépasser la barre des 5% et à entrer dans de nombreux parlements régionaux de l'Ouest, prouvant ainsi sa capacité à s'implanter sur tout le territoire allemand.

b) Le Parti de Gauche

Les performances électorales du PG ne peuvent être isolées de celles du FG. En effet, lors des trois élections intermédiaires (élections européennes de juin 2009, régionales de mars 2010 et cantonales de mars 2011), auxquelles le PG a participé depuis sa création, il a toujours concouru sous la bannière du FG, qui rassemble le PC, le PG et la Gauche Unitaire (GU).

En récoltant 6,05 % des suffrages exprimés en France métropolitaine lors des élections européennes de juin 2009, le FG obtient un score très légèrement supérieur à celui qu'avait réalisé le PC en 2004 (+0,85 %). Il réalise également un gain de 2 eurodéputés par rapport au scrutin précédent, portant le nombre d'élus FG au Parlement européen à 4. Notons que le PG réussit à négocier 4 têtes de liste sur 7 (en France métropolitaine) dans les circonscriptions Est, Ouest, Sud-Est et Sud-Ouest. Les 2 élus PG sont Marie-Christine Vergiat (apparentée) et Jean-Luc Mélenchon, qui réalise le meilleur score des candidats FG au niveau de la circonscription européenne avec 8,15 % (Sud-Ouest). Le FG franchit la barre de 10 % des suffrages exprimés à huit reprises dans les départements suivants : l'Allier (12,11 %), le Cher

(11,95 %), la Seine Saint-Denis (11,43 %), les Hautes-Pyrénées (11,25 %), la Corrèze (10,39 %), l'Ariège (10,33 %), le Gard (10,27 %) et la Corse-du-Sud (10,22 %).

Lors du premier tour des élections régionales de mars 2010, le FG obtient 5,84 % des suffrages exprimés en France métropolitaine. La composition des listes régionales est instructive quant aux rapports qu'entretiennent le PG, le PC et le NPA par rapport au PS. Nous observons ainsi que localement, lorsque le PC s'allie au PS au premier tour, le PG opte de son côté pour une alliance avec le NPA (Basse-Normandie et Champagne-Ardenne), ou avec des PC dissidents (Lorraine). Le PG s'avère *de facto* plus autonome que son partenaire communiste vis-à-vis du PS. Nous assistons également dans 4 régions (Bourgogne, Languedoc-Roussillon, Limousin et Pays-de-la-Loire) à une alliance de type Front de gauche élargi avec le NPA. La répartition des têtes de liste est cette fois-ci plus défavorable au PG avec 7 têtes de liste contre 12 pour le PC et 3 pour le NPA. Les zones de force du FG pour le premier tour sont les suivantes : le Puy-de-Dôme (19,68 %), la Corrèze (14,13 %), l'Allier (13,79 %), la Haute-Vienne (12,67 %), la Creuse (12,4%), le Cher (12,31 %), le Nord (11,99 %), la Seine Saint-Denis (11,26 %), la Corse-du-Sud (10,96 %), le Val-de-Marne (10,78 %) et les Hautes-Pyrénées (10,4 %).

Au premier tour des élections cantonales de 2011, le FG obtient 8,7 % des suffrages exprimés en France métropolitaine, soit une légère progression par rapport au score communiste de 2004 (+ 1,1). Le FG compte 121 conseillers généraux dont 116 PC et 5 PG. Il est à la tête de 2 départements : le Val-de-Marne et l'Allier. Il réalise des scores supérieurs à 15 % des suffrages exprimés dans 8 départements dont la Val-de-Marne (20,8 %), le Cher (19,7 %), l'Allier (19,2 %), le Puy-de-Dôme et la Meurthe-et-Moselle (17,2 %).

3.3 Rapport aux autres partis de gauche

a) Die Linke

Die Linke regroupe en Allemagne l'essentiel de la gauche du SPD. Nous l'avons déjà souligné, l'attractivité du parti a été forte : outre la WASG et le PDS, d'autres adhérents l'ont rejoint, issus du SPD, du DKP (petit parti communiste ouest-allemand), et de divers groupes trotskistes.

Le parti proclame son désir d'alliance pour des politiques de transformation socialiste des relations de pouvoir et de propriété, mais qui concernerait à la fois des partis, des altermondialistes, des organisations de la société civile, et surtout des syndicats. Le SPD et les Verts ne sont même pas nommés dans les documents fondamentaux et programmatiques récents. Les relations sont il est vrai médiocres : si les comportements sont variables au plan local (une coalition *Die Linke*-SPD existe à Berlin depuis 2002 et dans le Brandebourg depuis 2009, mais a échoué en Hesse en 2008, en Sarre en 2009...), une alliance « rouge-rouge-verte » n'est pas encore envisageable au plan national. *Die Linke* a longtemps été ostracisé par le SPD au plan national, même si le changement récent de direction a permis aux voix les plus favorables à une alliance de s'exprimer plus fortement. Thomas Landwehrlen souligne néanmoins que si le SPD abandonne ce tabou, « une possible coopération [...] dépendra également de la capacité de [*Die Linke*] à négocier ses convictions et embrasser une politique réaliste de compromis capable de délégitimer l'accusation de radicalisme populiste que lui lancent ses détracteurs »⁵³. Le même auteur remarque que le départ de Lafontaine pourrait favoriser ce choix stratégique, dans la mesure où son image de « renégat » du SPD rendait

⁵³ Thomas Landwehrlen, *op.cit.*

rédhibitoires les discussions avec les sociaux-démocrates. Mais les rapports avec les Verts, tendus dans différentes régions (notamment en Sarre) constituent un obstacle supplémentaire. L'orientation de plus en plus réformiste de cette formation, qui réalise ses meilleurs scores dans les centre-ville et s'est déjà alliée avec la droite sur le plan local, peut en effet représenter un frein.

b) Le Parti de Gauche

Le PG entretient avec le PCF et la Gauche Unitaire (scission de l'ex-LCR –trotskistes-devenue NPA –nouveau parti anticapitaliste) un rapport « d'allié » électoral, puisque les trois formations sont parties prenantes du Front de Gauche, lequel n'est pas un parti mais un label politique, attribué aux candidats postulant au nom de ces trois formations. Incontestablement, Jean-Luc Mélenchon a eu un rôle moteur dans la constitution de ce Front de Gauche et dans la réflexion stratégique sur la nécessité de rassembler « l'autre gauche » (qui recoupe, *grosso modo*, celle qui a défendu le « non » eu TCE en 2005). L'objectif : conquérir une majorité sur « une ligne politique de rupture » pour gouverner. A l'heure où ce texte est écrit, Jean-Luc Mélenchon n'est pas encore officiellement candidat pour le Front de Gauche à la présidentielle de 2012, même si la direction du PCF s'est déclarée favorable à cette option. Le partage des tâches semble être le suivant : une candidature présidentielle pour le Parti de Gauche et son leader aux talents oratoires et médiatiques certains ; la masse des candidatures législatives pour le PCF, qui est un appareil à l'histoire et à la puissance militante bien plus considérables que le PG. En effet, le PCF (et plus encore les « orthodoxes » de la direction) est encore réticent à se fondre dans une nouvelle formation, de peur de perdre son identité et... des postes !

C'est aussi pour cette raison que le PCF tient à conserver des relations cordiales avec le PS, alors que Jean-Luc Mélenchon est en guerre ouverte contre son ancienne formation ayant fait selon lui sa mue « démocrate ». D'où des propos ambigus sur le soutien éventuel accordé au candidat PS lors du second tour, ou sur une participation à un gouvernement dirigé par le PS. Du côté des socialistes, certains responsables d'orientation sociale-libérale (Jean-Christophe Cambadélis, Jean-Paul Huchon) ont critiqué le leader du PG sur son « populisme », d'autres à l'aile gauche ont critiqué sa stratégie (ne croyant pas dans sa capacité à peser sur le PS de l'extérieur), tandis que la présidente du parti, Martine Aubry, s'est dite confiante dans le fait que Jean-Luc Mélenchon choisirait la voie de la raison. Ce que ce dernier s'est empressé de contester, surtout dans le cas de figure (désormais beaucoup moins probable) d'une candidature Strauss-Kahn. Dans sa motion d'orientation générale, le PG déclare : « parce qu'il ne se donne pas les moyens de résoudre les crises en cours par leur refus de remettre en cause le traité de Lisbonne, nous savons que le Parti socialiste n'est pas, en tant que tel, la solution. Il en va de même d'Europe Écologie - Les Verts lorsqu'ils ne prônent pas les ruptures avec le capitalisme qui nous semblent indispensables pour résoudre l'urgence écologique, même si ses contradictions internes rendent moins certaine une évolution homogène de ce regroupement ».

Le défi pour le PG est de réussir à élargir le Front de Gauche (ce qui est aussi une façon d'affaiblir relativement le poids du PCF), à d'autres petites formations de gauche mais surtout au NPA, qui campe pour l'instant sur une ligne d'autonomie. Depuis l'annonce par Olivier Besancenot (figure de ce parti) qu'il ne concourrait pas une nouvelle fois à l'élection présidentielle, la direction du NPA est profondément divisée sur l'orientation stratégique à suivre, notamment quant aux discussions avec le Front de Gauche⁵⁴.

⁵⁴ Stéphane Alliès, Lenaïg Bredoux, « Le NPA toujours divisé sur sa candidature à la présidentielle », *Mediapart.fr*, 15 mai 2011.

3.4 Les dissidents sociaux-démocrates au sein de la famille anticapitaliste européenne

a) Le Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne-Gauche verte nordique (GUE-NGL)

Le groupe GUE-NGL est l'héritier du groupe COM (Groupe des communistes et apparentés), fondé en 1973. De la scission du groupe COM⁵⁵ en 1989, va naître le groupe GUE (Gauche unitaire européenne), composé de quatre partis : le PCI italien, la IU espagnole, le PSP danois et le Synaspismos grec. En 1994, le groupe revêt un caractère confédéral à la suite de la réunification avec le PC français, le PCP portugais, le KKE grec et le PRC italien⁵⁶. La présidence du groupe est assurée par Alonso Puerta, membre de la Gauche unitaire espagnole. A l'issue de l'élargissement de l'UE aux pays nordiques en 1995, le groupe intègre une nouvelle composante – la Gauche verte nordique – et devient le groupe confédéral de la GUE-NGL. La Gauche verte nordique inclut le Parti de la gauche suédoise (VP), l'Alliance de la gauche (VAS) finlandaise et le Parti populaire socialiste (SF) danois. La législature suivante, les effectifs du groupe passe de 33 à 42 députés avec l'arrivée du Parti du socialisme démocratique (PDS) allemand, du Mouvement social démocratique grec (DIKKI) et des trotskystes français de la liste d'alliance Lutte ouvrière-Ligue communiste révolutionnaire (LO-LCR), qui disposent du statut de membres associés. Le nouveau président du groupe est Francis Wurtz du Parti communiste français. En 2002, six députés du groupe pour l'Europe des démocraties et des différences (EDD) et du Parti socialiste européen (PSE) rejoignent la famille anticapitaliste. Lors des élections européennes de 2004, de nouvelles délégations rallient le groupe : le Bloc de gauche (BE) portugais, le Sinn Féin irlandais, l'AKEL chypriote et le parti communiste (KSCM) tchèque. Les effectifs restent relativement stables (41 députés) et Francis Wurtz est réélu Président du groupe. Au scrutin de juin 2009, le groupe subit des pertes (35 députés) qui s'expliquent par l'absence historique d'élus italiens, le ralliement du Parti socialiste populaire danois au groupe Verts-ALE et la quasi disparition de la Gauche verte nordique, qui n'est plus représentée que par Eva-Britt Svensson du Parti de gauche suédois (cf. Tableau 2 en Annexes). A noter toutefois les arrivées du SF irlandais, de l'UC letton et l'apparition du Front de gauche en France (composé d'élus du PCF, du PG et du PCR) ainsi que de Die Linke en Allemagne. Le groupe est animé par un quatuor allemand (Die Linke), français (FG), portugais (BE et PCP) et tchèque (KSCM). Représentant près de deux tiers des effectifs du groupe, ce quatuor consacre la domination des composantes gauche de la social- démocratie et communiste au sein de la gauche anticapitaliste européenne. La législature 2009-2014 marque dans le même temps le glissement du centre de gravité de l'anticapitalisme européen au profit de l'Allemagne et la confirmation des nouvelles zones de force que sont le Portugal et la République-Tchèque. La présidence du groupe revient à l'allemand Lothar Bisky, ancien président fédéral du PDS, qui participa en 2007 avec Oskar Lafontaine à la création de Die Linke.

Le groupe GUE-NGL dispose d'une structure organisationnelle de type confédérale, c'est-à-dire qui repose sur le principe de souveraineté des différentes composantes politiques. Si les partis membres sont liés entre eux par les objectifs énoncés dans la Déclaration constitutionnelle⁵⁷, il n'en reste pas moins que ceux-ci ne se voient imposer aucune discipline

⁵⁵ Le groupe Coalition des gauches (CG) rassemble principalement les communistes français, portugais et grecs.

⁵⁶ Le PRC succède au PCI, devenu DS. Les Démocrates de gauche se sont pour leur part définitivement engagé dans un processus de social-démocratisation en adhérant à l'Internationale socialiste et en rejoignant le PSE en 1992.

⁵⁷ La Déclaration constitutionnelle fut signée le 14 juillet 1994. Elle constitue la feuille de route du groupe et traduit la ligne politique que les membres s'engagent à suivre.

de vote. Ce type d'organisation correspond ainsi à l'objectif que s'est fixé le groupe en 1994, à savoir fédérer les partis de gauche non sociaux-démocrates. Le groupe reconnaît deux statuts de membres : les partis membres qui acceptent la Déclaration constitutionnelle et les partis membres associés ne souhaitant pas être membre à part entière. Ce dernier type de membre concerne également les partis qui ne sont pas ou plus représentés au Parlement européen (PE) ou qui ne sont pas originaires d'un État membre de l'UE. Pour la législature 2009-2014, les partis membres associés sont le Bloc de gauche portugais, le Mouvement populaire contre l'UE danois, le Front de gauche français ainsi que le Centre de l'harmonie letton. Au titre des partis membres associés qui ne disposent pas de représentation parlementaire au PE mais qui entretiennent des accords de coopération avec le groupe, on retrouve la RC et le PdCI italiens, le VAS Finlandais, le Déi Lénk luxembourgeois, le SV norvégien et le PTS suisse.

La position politique du groupe GUE-NGL ne peut être qualifiée d'anti-européenne. Partisan d'une « autre Europe », la ligne politique du groupe s'apparente davantage à une opposition à la construction européenne actuelle, considérée comme le reflet du système capitaliste mondialisé. La GUE-NGL aspire ainsi à un modèle de développement socialement et écologiquement durable, ou en d'autres termes, à « une Europe différente qui ferait table rase du déficit démocratique [...] et des politiques monétaristes et néolibérales »⁵⁸ qui accompagnent l'UE. Oscillant entre réformisme et radicalisme, la plateforme programmatique de la GUE-NGL est basée sur trois axes principaux : la démocratisation des institutions européennes, l'instauration d'un « espace social commun » et d'une politique de co-développement avec les pays du Sud.

b) Le Parti de la gauche européenne (PGE)

C'est en janvier 1999 que débute le processus qui mènera à la création du PGE. Ainsi, en vue des élections européennes de juin, les partis membres de la GUE-NGL décident de dépasser le simple cadre de la coopération parlementaire et publient leur premier manifeste électoral commun. Le Forum de la nouvelle gauche européenne (NELF), en tant que plateforme de débats et de propositions, est également un premier pas vers une coordination multi-niveaux de la famille anticapitaliste. Il faut attendre l' « initiative de Berlin » en janvier 2004 pour que la démarche se concrétise et que les représentants des partis fondateurs se chargent de la préparation du Congrès fondateur. La fédération européenne des partis anticapitalistes prend définitivement forme au Congrès constitutif des 8 et 9 mai 2004 à Rome. En se constituant en fédération européenne de partis (FEP)⁵⁹, et en passant, selon le modèle du niveau d'intégration des organisations extra-parlementaires européennes de Niedermayer⁶⁰, d'une

⁵⁸ Cf. Déclaration constitutionnelle.

⁵⁹ Nous préférons employer le terme de fédération européenne de partis à celui de partis politiques européens. Nous considérons en effet que l'analogie des mots ne doit pas tromper et qu'en dépit de la reconnaissance des « partis politiques européens » par les institutions européennes (cf. l'article 138 A du Traité de Maastricht et règlement n° 2004/2003 du PE et du Conseil du 4 novembre 2003 relatif au statut et au financement des partis politiques européens), les organisations partisans extra-parlementaires européennes ne peuvent prétendre à l'appellation de partis politiques européens. D'une part, ce sont les partis nationaux qui délivrent les investitures et non les FEP. D'autre part, les FEP ne remplissent pas les fonctions traditionnelles dévolues aux partis politiques nationaux, en particulier concernant la fonction de légitimation du système politique. Pour un aperçu plus approfondi de notre position, voir Mathieu Vieira, « Does a European Party System Exist ? A Conceptual Framework for Analysis », *Les Cahiers du CEVIPOL*, n°1, 2011.

⁶⁰ Oskar Niedermayer identifie trois phases de développement des FEP : une phase de contact, une phase de coopération et une phase d'intégration. Le niveau d'intégration des FEP est évalué à l'aune de trois indicateurs : la communication permanente, l'organisation permanente et la formulation de politique communes. Ne parlant pas allemand, nous nous référons à la contribution française de Camille Sandstrøm, « Le parti européen des libéraux, démocrates et réformateurs. De la coopération à l'intégration », in Pascal Delwit, Eröl Külahci, Cédric

phase de contact à une phase de coopération, la famille anticapitaliste fait *de facto* le pari de former un réseau partisan multi-niveaux. Si l'objectif des élites partisans anticapitalistes européennes est d'adapter et de connecter leurs structures partisans nationales au nouvel espace politique européen, il s'agit tout autant d'un rattrapage vis-à-vis des principales FEP. En effet, les principales familles politiques optèrent pour la création d'une organisation extra-parlementaire dès le milieu des années 1970 avec, en ligne de mire, l'élection du PE au suffrage universel direct en 1979. Cinq fédérations voient le jour dans la perspective ou à la suite de cette élection : l'Union des partis socialistes et sociaux-démocrates de la Communauté européenne (UPSCE) en 1974, le Parti populaire européen (PPE), la Fédération des partis libéraux de la Communauté européenne (FPL), en 1976, la Coordination des partis verts et radicaux (CPVR) en 1979, et l'Alliance libre européenne (ALE) en 1981.

Le PGE prévoit trois statuts de membres : les partis membres, les partis observateurs et les membres individuels. Il compte actuellement 35 membres (dont 11 en tant qu'observateurs) issus de 19 Etats (cf. Tableau 3 en Annexes). Le PGE est animé par un quintette allemand (Die Linke), français (PCF et PG), italien (PRC), espagnol (IU) et grec (SYN). En accordant à Lothar Bisky la double casquette de président du groupe GUE-NGL et du PGE (de 2007 à 2010), la famille anticapitaliste montre ainsi qu'elle ne néglige pas l'échelon européen et qu'elle compte se servir du réseau anticapitaliste européen (GUE-NGL et PGE) comme d'un levier pour influencer la construction européenne actuelle. L'élection de Pierre Laurent (Secrétaire national du PCF) à la tête du PGE lors du 3^{ème} Congrès du PGE, qui s'est tenu à Paris le 5 décembre 2010, témoigne d'autre part de la volonté de la composante de la gauche de la social-démocratie de peser sur les débats à l'intérieur de la famille anticapitaliste et d'en devenir le pôle principal.

Conclusion

L'objectif suivant concernant notre travail sur les dissidents sociaux-démocrates sera de repérer les facteurs explicatifs de cette dissidence, ainsi que ceux qui déterminent le niveau de son succès. Pour cela, la prise en compte d'autres partis de la gauche de la social-démocratie sera nécessaire, par exemple les formations « rouges-vertes » de Scandinavie. Parmi les variables à prendre en compte, figureront notamment :

- la nature du système politique national (système partisan, système législatif, mode de scrutin, mode de financement des partis)
- la présence et la force des formations déjà existantes à la gauche de la social-démocratie
- l'évolution idéologique et électorale du parti social-démocrate
- la nature du leadership des dissidences
- le contexte politique et socioéconomique de la dissidence.

ANNEXES

Tableau 1. Résultats électoraux de la gauche anticapitaliste en Europe occidentale aux élections de la Chambre basse en pourcentage des suffrages exprimés (1990-2011)

Pays	Partis	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	PDS	2,4				4,4				5,1				4									
	Die Linke																8,7				11,9		
Danemark	SF	8,3				7,3				7,6			6,4				6		13				
	EL					3,4				2,7			2,4				3,4		2,2				
	<i>Total</i>	8,3				10,7				10,3			8,8				9,4		15,2				
Espagne	IU			9,6				10,5				5,5				5							
Finlande	VAS		10,1				11,2				10,9				9,9				8,8				8,1
France	PCF				8,9				9,6					4,9					4,5				
	KKE				4,5			5,6				5,5				5,9			8,2		7,5		
	SYRIZA	10,3						5,1				3,2				3,3			5		4,6		
	DIKKI							4,4															
	<i>Total</i>	10,3			4,5				15,1				8,7				9,2			13,2		12,1	
Irlande	SF								2,6					6,5					6,9				9,9
	SP								0,7					0,8									1,1
	DL			2,8					2,5														
	<i>Total</i>			2,8					5,8						7,3					6,9			11,1
Italie	PRC			5,6		6		8,6					5					5,8					
	PdCI											1,7						2,3					
	<i>Total</i>			5,6		6		8,6					6,7					8,1					
Luxembourg	Déi Lénk									3,3												3,3	
Pays-Bas	SP					1,3				3,5				5,9	6,3			16,6				9,9	
Portugal	PCP-CDU		8,8				8,6				8,9			6,9			7,5					7,9	
	BE										2,4			2,7			6,4					9,8	
	<i>Total</i>		8,8				8,6				11,3			9,6			13,9					17,7	
Royaume-Uni	SF								0,4				0,7						0,6				0,6
	SDLP			0,6					0,6					0,6					0,5				0,4
	RES																		0,3				
	<i>Total</i>			0,6					1				1,3						1,4				1
Suède	V		4,5			6,2				12													5,6

Tableau 2. Composition nationale et partisane du groupe GUE-NGL au Parlement européen en 2011

Pays	Partis	Statut	Nombre de sièges
Allemagne	Die Linke	Membre	8
Chypre	AKEL	Membre	2
Danemark	Folke B	Membre	1
Espagne	IU	Membre	1
Finlande	VAS	Coopération	
France	FG (PCF/PG)	Membre	4
	PCR	Membre	1
Grèce	KKE	Membre	2
	SYRIZA	Membre	1
Irlande	SF	Membre	1
Italie	PRC	Coopération	
	PdCI	Coopération	

Lettonie	UC	Membre	1
Luxembourg	Déi Lénk	Coopération	
Norvège	SVP	Coopération	
Pays-Bas	SP	Membre	2
Portugal	PCP	Membre	2
	BE	Membre	3
République-Tchèque	KSCM	Membre	4
Royaume-Uni	SP	Membre	1
Suède	V	Membre	1
Suisse	PST	Coopération	

Tableau 3. Composition nationale et partisane du PGE en 2011

Pays	Partis	Statut	Autre affiliation
Allemagne	Die Linke	Membre	
	DKP	Observateur	GACE
Autriche	KPÖ	Membre	
Belgique	PC	Membre	
	KP	Membre	
	UAG	Observateur	
Biélorussie	PCB	Membre	
Chypre	AKEL	Observateur	
	YKP	Observateur	
Danemark	EL	Observateur	GACE
Espagne	IU	Membre	
	EUiA	Membre	GACE
	PCE	Membre	
Estonie	ESDTP	Membre	
Finlande	V	Membre	
	SKP	Membre	

France	PCF	Membre	
	PG	Membre	
Grèce	SYN	Membre	
	AKOA	Observateur	
Hongrie	Munkaspart	Membre	
Italie	PRC	Membre	
	PdCI	Observateur	
	SE	Observateur	
Luxembourg	Déi Lénk	Membre	GACE
Pologne	MS	Observateur	
Portugal	BE	Membre	GACE
République de Moldavie	PCRM	Membre	
République Tchèque	SDS	Membre	
	KSCM	Observateur	
Roumanie	PAS	Membre	
Saint-Marin	RCS	Membre	
Slovaquie	KSS	Observateur	
Suisse	PST	Membre	
Turquie	ÖDP	Membre	GACE

Tableau 4. Poids de l'aile gauche du PS depuis le Congrès de Grenoble en 2000

Année	Congrès	Motions	% aile gauche
2008	Reims	Motion C (Hamon), 18,52% Utopia (Pupunat), 1,25 %	19,77 %
2005	Le Mans	NPS, 23,54 % Fabius, 21,17 % Utopia (Pupunat), 1,02 %	45,73 %
2003	Dijon	NPS, 16,88% Nouveau Monde, 16,33 % Forces Militantes, 4,38 % Utopia (Pupunat), 1,05 %	38,64 %
2000	Grenoble	Démocratie & Egalité, 13,78 % Gauche Socialiste (Mélenchon), 13,28 %	27,06 %

Tableau 5. Résultats électoraux dans les Länder allemands (2005-2011).
(% suffrages exprimés)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Rhénanie du Nord-Westphalie	2,2 (W) 0,9 (PDS)					5,6	
Rhénanie-Palatinat		2,5 (W)					3
Bade-Wurtemberg		3,1 (W)					2,8
Brême			8,4 (L)				
Hesse				5,1	5,4		
Basse-Saxe				x			
Hambourg				6,4			6,4
Bavière				4,3			
Sarre					21,3		
Schleswig-Holstein	0,8 (PDS)				6		
Saxe-Anhalt		24,1 (L)					23,7
Berlin		13,4 (L) 2,9 (W)					
Mecklembourg-Poméranie		16,8 (L)					
Saxe					20,6		
Thuringe					27,4		
Brandebourg					27,2		

En gras : Land de l'ex-Allemagne de l'Est. W : WASG. L : Linkspartei (transition avant la création de *Die Linke*).

Tableau 6. Résultats électoraux du PG au premier tour des élections européennes de 2009

Région/Départements	Liste	Tête de liste	Voix	% exprimés	Sièges
EST	FG	Hélène Franco (PG)	84522	3,89	
Nièvre			5055	7,59	
Jura			4614	5,95	
Meurthe-et-Moselle			10667	5,88	
Saône-et-Loire			8320	5,27	
Yonne			4785	5,03	
Aube			3791	4,97	
Ardennes			3206	4,74	
Haute-Marne			2220	4,21	
Côte-d'Or			5811	4,09	
Marne			5315	4,05	
Territoire de Belfort			1420	4,02	
Vosges			4020	3,66	
Haute-Saône			2641	3,6	
Doubs			5218	3,59	
Moselle			8214	3,41	
Meuse			1761	3,19	
Haut-Rhin			3239	1,75	
Bas-Rhin			4225	1,5	
ILE-DE-FRANCE	FG	Patrick Le Hyaric (PC)	176818	6,32	1
Seine Saint-Denis			26461	11,43	
Val de Marne			28939	9,5	
Essonne			21981	7,04	
Val d'Oise			15126	5,94	
Seine et Marne			16740	5,7	
Hauts de Seine			22280	5,4	
Paris			30052	5,05	
Yvelines			15239	3,86	
MASSIF CENTRAL-CENT	FG	Marie-France Beaufils (PC)	108310	8,07	
Allier			12470	12,11	
Cher			10629	11,95	
Corrèze			8845	10,39	
Creuse			3640	9,06	
Puy de Dome			15357	8,5	
Indre et Loire			13562	8,22	
Indre			5225	7,47	
Loir et Cher			5789	5,97	
Loiret			9806	5,64	
Haute Loire			3607	5,37	
Cantal			2451	5,34	
Eure et Loire			5190	4,72	
NORD-OUEST	FG	Jack Henin (PC)	169811	6,84	1
Pas-de-Calais			36727	8,98	
Nord			51964	8,01	
Seine Maritime			26165	7,74	
Somme			10630	6,53	
Aisne			9053	6,34	
Oise			10713	5,34	
Eure			7723	4,92	
Calvados			8309	4,24	
Manche			5758	3,99	
Orne			2769	3,28	

OUEST	FG	Jacques Généreux (PG)	114899	4,58	
Côtes-d'Armor			13469	6,98	
Sarthe			8524	5,71	
Charente			5807	5,6	
Charente-Maritime			9527	5,19	
Finistère			14042	5,15	
Vienne			6320	5,02	
Loire-Atlantique			17482	4,62	
Morbihan			9876	4,51	
Ile-et-Vilaine			10667	3,91	
Deux-Sèvres			3916	3,64	
Maine et Loire			7251	3,3	
Mayenne			2640	3,2	
Vendée			5378	2,7	
SUD-EST	FG	Marie-Christine Vergiat (apparentée PG)	173502	5,9	1
Corse-du-Sud			2932	10,22	
Haute-Corse			3068	8,8	
Bouches-du-Rhône			41079	8,72	
Ardèche			7570	7,5	
Alpes-de-Haute-Provence			3931	7,32	
Isère			19761	6,26	
Hauts_Alpes			2653	5,84	
Loire			11013	5,83	
Drôme			8278	5,79	
Vaucluse			8361	5,55	
Savoie			6511	5,52	
Var			13753	5,08	
Alpes Maritimes			13260	4,85	
Rhône			19904	4,75	
Ain			5893	4,2	
Haute-Savoie			5535	2,97	
SUD-OUEST	FG	Jean-Luc Mélenchon (PG)	213965	8,15	1
Hautes-Pyrénées			8593	11,25	
Ariège			5399	10,33	
Gard			19948	10,27	
Dordogne			13536	9,66	
Lot			6005	9,21	
Pyrénées Orientales			10892	8,93	
Herault			25525	8,89	
Aude			9900	8,72	
Landes			10427	8,51	
Lot-et-Garonne			8152	8,14	
Tran			9576	7,62	
Haute-Garonne			27276	7,59	
Tarn-et-Garonne			5296	7,3	
Gers			4625	7,12	
Aveyron			7077	7,03	
Gironde			27544	7,01	
Lozère			1744	6,5	
Pyrénées Atlantiques			12450	5,96	
France entière	FG		1041911	6,05	4

Tableau 7 – Résultats électoraux du PG au premier tour des élections régionales de 2010

Région	Liste	Tête de liste	Voix	% exprimés
Alsace	FG	Jean-Yves Causer (PC)	9712	1,87
Haut Rhin			4550	2,2
Bas Rhin			5145	1,64
Aquitaine	FG	Gérard Boulanger (PG)	64370	5,95
Dordogne			12691	8,04
Lot-et-Garonne			8042	7,19
Landes			8859	6,26
Gironde			23667	5,34
Pyrénées Atlantiques			11111	4,91
Auvergne	FG	André Chassaigne (PC)	68050	14,24
Puy-de-Dôme			42555	19,68
Allier			16775	13,79
Haute-Loire			5204	6,52
Cantal			3516	5,86
Basse Normandie	NPA/PG	Christine Coulon (NPA)	24044	4,99
Calvados			11596	5,3
Manche			7945	4,78
Orne			4503	4,65
Bourgogne	NPA/FASE/PC/PG	Sylvie Faye-Pastor (NPA)	22290	4,32
Yonne			5618	5,37
Nièvre			3657	4,94
Saone-et-Loire			8230	4,74
Côte-d'Or			4785	2,92
Bretagne	FG	Gérard Perron (PC)	38559	3,51
Morbihan			10521	4,15
Finistère			10712	3,39
Côte-d'Armor			7528	3,38
Ile-et-Vilaine			9798	3,2
Centre	FG	Marie-France Beaufiles (PC)	59050	7,53
Cher			123991	12,31
Indre-et-Loire			15595	8,48
Indre			5751	7,43
Loir-et-Cher			7138	6,63
Loiret			11794	6,13
Eure-et-Loire			6373	5,23
Champagne Ardenne	NPA/PG	Anthony Smith (NPA)	18448	4,87
Haute-Marne			3266	5,49
Marne			7470	5,02
Ardennes			3962	4,63
Aube			3750	4,41
Corse	FG	Dominique Bucchini (PC)	13108	10,02
Corse du Sud			6428	10,96
Haute-Corse			6680	9,26

France Comté	FG	Evelyne Terrant (PC)	16171	4,05
Jura			5093	5,75
Territoire-de-Belfort			1725	4,02
Haute-Saone			3425	3,67
Doubs			5928	3,4
Haute-Normandie	FG	Sébastien Jumel (PC)	47961	8,39
Seine-Maritime			37753	9,61
Eure			10208	5,71
Ile-de-France	FG	Pierre Laurent (PC)	189189	6,55
Seine-Saint-Denis			28889	11,26
Val-de-Marne			34114	10,78
Essonne			21642	6,51
Paris			34501	6,11
Hauts-de-Seine			241334	5,82
Val-d'Oise			14516	5,34
Seine-et-Marne			16886	5,11
Yvelines			14707	3,63
Languedoc-Roussillon	PC/PG/NPA	René Revol (PC)	76417	8,6
Gard			22406	9,85
Pyrénées-Orientales			12714	8,77
Herault			28942	8,22
Lozère			1786	5,41
Aude			3750	4,41
Limousin	PC/PG/NPA	Christian Audouin (PC)	36634	13,13
Corrèze			13535	14,13
Haute-Vienne			17166	12,67
Creuse			5933	12,4
Lorraine	PG/Dissidents PC	Philippe Leclercq (PG)	19833	3
Meurthe-et-Moselle			8958	4,38
Vosges			3195	2,56
Meuse			1450	2,41
Moselle			6230	2,3
Midi-Pyrénées	FG	Christian Picquet (PG)	70077	6,91
Hautes-Pyrénées			8908	10,4
Ariège			5473	9,47
Lot			5188	7,12
Gers			4706	6,53
Haute-Garonne			24902	6,49
Tarn			9002	6,38
Aveyron			6796	5,92
Tarn-et-Garonne			5102	5,91
Nord-Pas-de-Calais	FG	Alain Bocquet (PC)	132450	10,78
Nord			88863	11,99
Pas-de-Calais			43587	8,94
Pays-de-la-Loire	PG/PC/NPA	Marc Gicquel (PG)	58897	5
Sarthe			12328	7,07
Loire-Atlantique			24284	5,58
Maine-et-Loire			10770	4,24
Mayenne			3708	3,88
Vendée			7807	3,55